

Réponse de Green IT

A la consultation publique de l'ARCEP portant sur le projet de référentiel général de l'écoconception des services numériques

17-11-2023

Réponse sur formulaire en ligne

Version publique

L'association Green IT, collectif d'experts indépendants du numérique responsable et de la sobriété numérique, soumet à l'ARCEP ses observations en réponse à la consultation publique portant sur le projet de référentiel général de l'écoconception des services numériques (RGESN), ouverte du 9 octobre au 17 novembre 2023.

En synthèse, nous recommandons de:

- Clarifier:
 - Clarifier le périmètre: les "services numériques";
 - Clarifier les domaines d'application: écoconception, éthique, RSE et pédagogie;
- Renforcer:
 - Organiser en amont les ACV requises pour l'écoconception;
 - sur le volet opérationnel de l'écoconception, convertir l'actuel référentiel de moyens en référentiel de résultat;
 - Insérer le RGESN dans le cadre métier existant.

Et ce, dans l'objectif de guider l'écoconception ou vérifier l'application de la mise en œuvre de bonnes pratiques.

I. RÉPONSES AUX QUESTIONS

Question 1 Le RGESN poursuit plusieurs objectifs (en particulier l'allongement de la durée de vie des terminaux, la limitation des stratégies de captation de l'attention, la minimisation de l'utilisation des ressources et la transparence environnementale des services numériques). **Que pensez-vous de ces différentes cibles ?**

Nous sommes en phase avec ces objectifs que nous considérons d'intérêt général. Quelques observations ciblées ici:

- *Allongement de la durée de vie des terminaux:* Nous saluons l'élaboration de fiches sur les mises à jour logicielles et l'utilisation de services sur des matériels anciens, pour des durées qui vont parfois au-delà des durées légales (sept, dix, deux ans selon les cas). Nous militons activement pour l'extension de ces durées.

=> Nous nous interrogeons cependant sur le fondement des durées indiquées, car elles ne sont pas expliquées, et sur la possibilité de leur mise en œuvre, compte tenu du caractère unilatéral des politiques de mises à jour logicielles des grands fournisseurs de logiciels (OS, navigateurs, etc.).

- *Limitation des stratégies de captation de l'attention*: Ce sujet majeur n'est pas encore mature, et doit être développé en lien avec les communautés scientifiques qui travaillent sur ce sujet, notamment sur les aspects cognitifs et sociaux, et plus particulièrement pour préserver le bon développement psychologique, émotionnel et social de nos enfants.

=> Nous serions vivement intéressés à participer à ces travaux.

- *Minimisation de l'utilisation des ressources et transparence environnementale des services numériques*: ces enjeux sont au cœur de l'écoconception – et de nos travaux depuis l'origine.

=> La fiche sur la minimisation de la collecte de données relevant du RGPD pourrait être étendue à la minimisation du traitement de données en général, qui est un principe socle de l'écoconception, décliné en règles spécifiques (limiter les requêtes à une base de données, limiter les transferts de données, etc.).

Question 2 Quels retours souhaiteriez-vous formuler concernant la rédaction d'une déclaration d'écoconception et le calcul du score d'avancement? Que pensez-vous du tableur d'auto-évaluation optionnel proposé?

Nous ne pouvons que saluer l'adoption d'une telle déclaration, mécanisme que nous avons mis en œuvre depuis près de dix ans dans le Référentiel d'écoconception web. Nos observations sur ce projet:

- *S'agissant de la déclaration:*

Le dispositif élaboré nous semble non mature à ce stade: périmètre, contenu, application doivent être nettement précisés.

D'une part, **le contenu même du référentiel** doit être précisé, pour que la déclaration qui en résulte soit fiable: le périmètre d'application, contenu, modalités de mise en œuvre, règles de test, etc. des fiches devraient être nettement précisés pour être pleinement opérationnels en tant qu'outil d'écoconception (voir partie II de cette note). En conséquence, en tirer des conclusions sur une performance d'écoconception dans une déclaration environnementale nous semble, à ce stade, prématuré.

D'autre part, comme discuté en atelier le 30 octobre 2023, il apparaît que **l'objectif de cette déclaration** doive être précisé, entre outil interne de suivi / pilotage, et outil d'affichage environnemental à destination de tiers / du public:

- ***Document purement interne***: un tel document peut être encadré de manière plus légère qu'un document diffusé à des tiers.
- ***Document à diffuser***:
 - Un document destiné à des tiers doit se placer dans le cadre méthodologique et réglementaire de l'affichage environnemental et de la déclaration environnementale.
 - Nous constatons, à la lecture du projet, que le système de déclaration de score n'est ici adapté qu'à des services de type web : impossible d'afficher un score sur un service numérique sans dispositif d'affichage adapté : IoT, drone, services industriels, système embarqué, etc.

- Il conviendrait de rationaliser les informations données aux utilisateurs, qui s'ajoutent et pourraient devenir invasives si elles ne sont pas parfaitement optimisées et articulées les unes avec les autres (cf. les difficultés qu'engendre l'information relative aux cookies), sachant que les dispositifs d'information se multiplient et doivent rester lisibles (cookies, cyberscore, données personnelles, mentions légales, etc.) :
 - affichage d'une déclaration d'écoconception,
 - information sur les impacts de certaines fonctionnalités (p. ex. 4.16),
 - possibilité de paramétrages utilisateurs (p. ex. 4.5, 4.9, 4.18, 4.19).

Enfin, nous déplorons que les dispositifs préexistants développés au sein de Green IT ne soient pas pris davantage pour modèles ou, s'ils le sont, ne soient pas cités:

- Nous avons développé un "score d'avancement" dans le Référentiel d'écoconception web. La méthode et la formule proposées par le document soumis à consultation sont quasiment identiques à celles proposées par le collectif Green IT depuis 2015 ;
- Nous avons développé une "déclaration d'écoconception" en partenariat avec l'Association des Agences Conseils en Communication (AACC), fédération professionnelle des principales agences web et de communication. Le dispositif est disponible depuis plus d'un an ici : <https://declaration.greenit.fr/>.

- S'agissant du calcul du score d'avancement :

Les modalités actuelles de calcul du score nous semblent présenter de très forts risques que les déclarations soient non uniformes, non comparables, voire non fiables. En particulier:

- Toute fiche non applicable est considérée comme validée ("*score d'avancement du référentiel: ((nombre de critères validés **ou N/A** "prioritaire" x 1,5) + (nombre de critères validés **ou N/A** "recommandé" x 1,25) + (nombre de critères validés **ou N/A** "modéré" x 1,5)) x 100*"). Cela crée un biais. Les concepteur.ices auront intérêt à utiliser la marge de manœuvre qui leur est ainsi accordée pour restreindre le nombre de fiches applicables.
- Le document pourrait être considéré comme inéquitable pour les secteurs qui sont mal appréhendés (objets connectés, IA, etc.).

➤ **Nous recommandons de:**

- **supprimer les mentions "ou N/A" dans le calcul du score et de prévoir que le score est validé si au moins 80 % (par ex.) des fiches sont applicables et testées.**
- **prévoir des règles de calcul objectives, spécifiques et mesurables (voyez les développements en partie II de ce document),**
- **requérir des explications sur l'application ou la non-application des fiches,**
- **s'aligner avec les dispositifs préexistants cités ci-dessus, et les citer.**

Question 3. Avez-vous des remarques concernant le niveau de priorisation et/ou de difficulté des différentes pratiques? Que proposeriez-vous et pourquoi?

Nos travaux nous ont montré que trois niveaux ne sont pas suffisants pour discriminer le degré de priorité de mise en œuvre des bonnes pratiques. C'est la raison pour laquelle la dernière édition du *Référentiel d'écoconception web* prévoit cinq niveaux de priorité.

Il conviendrait d'expliquer les choix de priorisation, qui ne sont pas clairs et avec lesquels nous ne sommes pas en phase.

- **Nous recommandons d'inclure cinq niveaux d'avancement dans le score et d'expliquer les choix de priorité retenus.**

Question 4. Quelle est votre analyse du traitement des enjeux relatifs à l'économie de l'attention par le référentiel ? Quelles seraient vos suggestions ou compléments à proposer pour réduire l'empreinte environnementale des contenus multimédias ?

L'économie de l'attention est un enjeu majeur, mais qui ne relève pas de l'écoconception en tant que telle.

L'écoconception vise à réduire des impacts environnementaux, pas à traiter des problématiques d'ergonomie ou de captation de l'attention. Nous partageons l'idée que la captation de l'attention peut entraîner plus de temps d'écran et donc augmenter légèrement les impacts environnementaux associés à ce temps d'écran qui augmente. Cependant, c'est une conséquence indirecte très difficile à évaluer. Cette première partie de la question nous semble donc hors sujet dans le cadre de la création d'un référentiel général d'écoconception. S'agissant de l'économie de l'attention, nous recommandons de travailler en lien avec les spécialistes de cette question, tant sur les aspects cognitifs que sociaux, afin de ne pas proposer des solutions qui seraient en pratique inefficaces car fondées sur des croyances non fondées sur la science.

La réduction des impacts environnementaux associés aux contenus multimédias est déjà traitée dans les différents référentiels d'écoconception existants.

Voyez nos recommandations sous les réponses précédentes.

- **Nous contribuerons volontiers aux travaux de recherche et d'analyse en matière d'économie de l'attention.**

Question 5. Avez-vous des commentaires sur le sujet de l'écoconception des services numériques émergents à considérer pour le RGEN ?

Les sujets émergents sont abordés sans qu'un cadre complet soit fourni. Ceci devrait être clairement dit dans le RGEN afin de lever toute ambiguïté sur la couverture de ce document.

Définir un cadre complet d'écoconception pour des services numériques nécessite de respecter un processus long et complet, comprenant ACV, identification des leviers d'action, définition des pratiques, définition des règles de tests, etc etc.

- **Nous nous tenons à votre disposition pour participer à ces travaux de longue haleine.**

Question 6. Avez-vous d'autres remarques sur le contenu du RGESN ?

Nous renvoyons à nos commentaires généraux ci-après, en partie II de ce document.

Nous ajoutons que le public cible visé devrait être étendu: l'écoconception devrait également être adoptée au sein des équipes marketing, voire de R&D, et des agences de communication, afin d'intégrer les enjeux sous-jacents dès la conception des services, et non pas seulement au stade de leur réalisation technique. De plus, il conviendrait de former les équipes entières aux enjeux et pratiques d'écoconception, plutôt que de n'identifier qu'un "réfèrent écoconception numérique" (1.8).

Enfin, outre les citations manquantes des travaux du collectif dans le projet de RGESN, signalés plus bas dans ce document, nous attirons votre attention sur le fait que Frédéric Bordage est l'auteur de la définition d'un service numérique, attribuée à tort dans le document soumis à consultation, au "*Western Australian Government*" et à "*Ademe-Arcep*". Cette définition est issue des travaux menés au sein du collectif Green IT dès 2008 et figurant dans le livre blanc AGIT "L'écoconception des services numériques" de 2017 (p. 7), le "Livre blanc de l'action Greenconcept" publié en 2020 (p. 20) et dans l'étude Ademe-Arcep sur les impacts environnementaux du numérique en France de 2022 dont Frédéric Bordage est l'un des co-auteurs, notamment de cette partie du rapport.

- **Nous recommandons de prévoir que l'ensemble des équipes dans les organisations soient sensibilisées à l'enjeu d'écoconception numérique.**
- **Nous demandons aux pouvoirs publics de citer et créditer, dans le RGESN, les travaux du collectif Green IT et de Frédéric Bordage, qui ont substantiellement contribué à l'émergence des sujets de numérique responsable et de sobriété numérique en France, ont largement nourri l'écosystème de leur expertise, permettant in fine à la France de prendre une position de leader en la matière.**

II. COMMENTAIRES GÉNÉRAUX : CLARIFIER ET RENFORCER

A. CLARIFIER

1. Périmètre du RGESN : les "services numériques"

Un seul corpus de bonnes pratiques d'écoconception ne peut pas couvrir toute la diversité des "services numériques".

Un référentiel, par définition, doit se positionner dans un champ de pratiques spécifiques, homogène et clairement défini.

Or, l'expression "services numériques" est on ne peut plus générique.

Il existe une forte disparité des services numériques : à architecture web, système embarqué, machine learning/IA, etc. Il n'y pas (ou très peu) de points communs entre une pointeuse de chantier connectée, un système de détection de monoxyde de carbone basé sur un réseau de capteurs connectés, un site web institutionnel, une API de géolocalisation, un réseau mondial de diffusion de contenus (CDN), un environnement d'apprentissage profond pour IA, etc. Pourtant ce sont tous des services numériques, comme on peut dire qu'un autobus, une Formule 1, un vélo, un sous-marin et un parapente sont des moyens de transport.

De plus, lorsqu'une bonne pratique peut s'appliquer à plusieurs types de services numériques, les seuils de conformité ne sont pas les mêmes : le poids maximum autorisé pour une API échangeant des données JSON ou pour un service de streaming ne sera évidemment pas le même, tout comme la pression dans la roue d'un vélo ou d'un camion ne sera pas la même. C'est pour ces raisons que le collectif Green IT avait fait le choix en 2012 de commencer par les services numériques à architecture internet, qui sont les services numériques les plus répandus.

Il semble que la volonté des rédacteurs a été de définir un tel référentiel unique. Or, malgré l'intitulé "général" et l'annonce d'un périmètre s'étendant "à l'ensemble des services numériques" (p. 5), le document mis en consultation ne l'est pas – et ne pourrait pas l'être :

- il vise majoritairement les services numériques à architecture internet:
 - cf. les fiches visant navigateurs web, terminaux utilisateurs, interface utilisateur UX/UI, contenus, etc.
 - cf. l'enjeu de la captation de l'attention des utilisateurs énoncé comme l'un des quatre objectifs principaux du référentiel,
- le système de déclaration de score n'est ici adapté qu'à des services de type web : impossible d'afficher un score sur un service numérique sans dispositif d'affichage adapté : IoT, drone, services industriels, système embarqué, etc.

Quelques fiches visent plus spécifiquement : objets connectés (selon notre compréhension 1.7, 1.13, 1.15, 6.9 et d'autres ?), intelligence artificielle (9.1 à 9.5), blockchain (7.6). Mais pour ces services, le nombre de règles applicables est très faible ; il n'y a pas de référentiel à proprement parler pour ces services (ce qui pose un problème d'évaluation compte tenu du système proposé, cf. plus bas). De plus, l'internet des objets ne constitue pas une seule catégorie de services numériques, mais potentiellement autant de catégories que de types d'objets et de services liés.

Ne pas indiquer clairement le périmètre de ce référentiel pose plusieurs problèmes.

D'une part, un référentiel se doit d'être organisé sur la base d'une nomenclature standard (nous recommandons ISO 14040 et ISO/IEC/IEEE 24748-1:2018). Il est essentiel, pour un document officiel, de s'insérer dans le cadre méthodologique et taxonomique existant. Ici, compte tenu de l'indétermination du périmètre, cette insertion n'est pas possible.

D'autre part, les fiches prévoient des périmètres d'application flous. Elles laissent une marge d'interprétation, source classique de confusion et d'erreurs. Il est certes prévu que certains critères soient spécifiques à des services, mais par des formulations négatives maladroites et imprécises, voire amusantes, par exemple :

- "2.6 Le service numérique évite-t-il lorsque cela est possible d'avoir recours à des briques technologiques énergivores et consommatrices de ressources ? *N/A si le service ne repose pas sur une brique technologique énergivore (IA, métavers, minage)*" : ce critère ne s'applique-t-il vraiment qu'à l'IA, métavers, minage ? quid si un service web autre s'avère reposer sur une telle brique, par ex. un hébergement mal conçu, dimensionné ou paramétré ? quelle est la définition d'une brique technologique énergivore ?
- "3.5 Le service numérique garantit-il la mise à disposition de mises à jour correctives pendant toute la durée de vie prévue des équipements et des logiciels liés au service ? *N/A si aucun équipement n'est lié au service*" : que signifie cette exclusion ici, alors que tous les services numériques sont liés à des équipements ?

- “1.4 Le service numérique est-il utilisable sur d’anciens modèles de terminaux ? *N/A si le service numérique n’opère pas sur du matériel*”: nous serions curieux de savoir quels services numériques n’opèrent pas sur du matériel :-)

En l’état,

- le document complique le travail d’identification des règles applicables et autorise les divergences d’interprétation et d’application, au lieu de guider et standardiser.
- De plus, il ne permet pas d’avoir une vue synthétique et d’ensemble des fiches qui s’appliquent à tous / à certains / à quelques services numériques.
- Quand une bonne pratique est commune à plusieurs services, elle ne s’applique pas de la même manière à tous : le poids maximum autorisé pour une API échangeant des données JSON ou pour un service de streaming n’est pas le même, pour reprendre l’exemple cité plus haut. Or, les fiches ne distinguent pas leur mode d’application selon les services.
- Pour certains services (objets connectés, blockchain, IA, etc.), trop peu de bonnes pratiques s’appliquent pour faire référentiel.
- Vu le système de comptage des points de score, toute bonne pratique non applicable est considérée comme validée. Les concepteurs auront donc intérêt à utiliser la marge de manœuvre accordée pour restreindre le nombre de fiches qui leur sont effectivement applicables, ce qui est l’exact opposé de l’objectif poursuivi par l’article 25 de la loi REEN.
- En outre, sans uniformité, les déclarations d’écoconception ne seront ni standards ni comparables.
- Il pourrait être considéré comme inéquitable pour certains secteurs qui sont mal appréhendés dans ce document.

A notre sens, si l’article 25 de la loi 2021-1485 visant à réduire l’empreinte environnementale du numérique en France (la loi “**REEN**”) prévoit l’élaboration d’un référentiel général, il n’en reste pas moins que “général” ne signifie pas “unique”: un tel exercice serait impossible vu l’hétérogénéité des services numériques, décrite plus haut. Il est essentiel de définir des périmètres d’application clairs par service.

➤ **Nous recommandons de :**

- **Indiquer que le RGESN n’a pas vocation à donner des règles identiques à l’ensemble des services numériques,**
- **Subdiviser le volet opérationnel en plusieurs parties, permettant de donner un champ d’application positif (par service) et non pas négatif (par exclusion):**
 - la partie la plus mature portant sur les services à architecture web, qui constituent les plus communs et génériques des services numériques à ce jour – à cet égard, faire un lien vers les référentiels existants (W3C et Référentiel d’écoconception web) nous semblerait pertinent;
 - les autres (objets connectés, blockchain, intelligence artificielle) étant des amorces non testées, à préciser et travailler.
- **Le cas échéant, ajouter en partie liminaire un volet commun/général:**
 - qui à ce stade, peut lister des principes d’écoconception – sur le modèle du Référentiel d’écoconception web du collectif Green IT qui a identifié notamment les principes de simplicité, frugalité et pertinence;
 - puis qui pourrait, dans des versions ultérieures, identifier un socle commun de bonnes pratiques “universelles”, applicables à tous les services, une fois que les référentiels spécifiques seront matures et feront apparaître des points communs.

2. Clarifier les enjeux du référentiel entre écoconception, éthique, RSE et pédagogie

Le projet actuel mélange l'enjeu d'écoconception, avec d'autres enjeux. Cette confusion doit être éclaircie, pour faciliter la prise en main et l'application du document.

Nous comprenons que ce projet vise en partie un objectif pédagogique, mais cet objectif pédagogique risque de diluer l'objectif d'écoconception dans un document qui serait un guide des bonnes pratiques IT ou de politique RSE numérique responsable. Il nous semble possible et souhaitable d'allier les deux objectifs :

- prévoir un socle de gouvernance, ressources, etc. favorisant l'écoconception dans une organisation, d'une part,
- prévoir les bonnes pratiques opérationnelles d'écoconception en tant que telles, d'autre part.

Cette distinction permettrait également de clarifier le périmètre et la portée de la déclaration – les deux aspects pouvant faire l'objet de deux parties distinctes dans la déclaration.

De plus, il nous semblerait pertinent de signaler les fiches qui ont un enjeu éthique hors écoconception en tant que telle (1.1 utilité, 4.17 notifications par défaut, 1.15 chiffrement, 4.9 accessibilité, etc.), et de renvoyer aux cadres applicables à ces enjeux (RGPD, RGAA, etc.), là encore afin de faciliter la compréhension et la prise en main.

➤ **Nous recommandons de:**

- **distinguer les fiches qui ne portent pas sur le volet opérationnel de l'écoconception, mais visent à créer un environnement favorable au sein de l'organisation,**
- **sur le volet opérationnel, spécifier les fiches qui ont une dimension éthique hors écoconception en tant que telle (économie de l'attention, protection des données, accessibilité, etc.) et renvoyer aux cadres spécifiques applicables à ces enjeux le cas échéant (RGPD, RGAA, etc.).**

2. RENFORCER

1. Organiser en amont les ACV requises pour l'écoconception

L'écoconception, tout comme l'affichage environnemental, nécessite de réaliser un travail préalable d'évaluation des impacts environnementaux du service en question. Aucune règle d'écoconception ne peut être élaborée sans avoir d'abord identifié les postes d'impact et, partant, les leviers d'action.

Cette évaluation se fait par analyse du cycle de vie, de préférence multicritères (ACV). L'ACV est, au travers de la méthode PEF et des PCR associés, la méthodologie recommandée par la Commission européenne pour homogénéiser, d'une part l'évaluation des impacts dans tous les secteurs d'activités et, d'autre part, l'affichage environnemental dans tous les Etats membres.

La France impose déjà le respect de la méthodologie ACV/PEF à certains acteurs du numérique tels que les opérateurs télécoms dans le cadre de l'article 13 de la loi AGEC, les communes de plus de 50 000 habitants avec l'article 35 de la loi REEN, etc.

Il est donc logique de baser l'article 25 de la loi REEN sur les résultats d'une ACV. Et c'est d'autant plus logique que tous les outils sont disponibles : méthode de quantification (PEF/ACV), recette commune pour les services numériques (PCR), base de données de facteurs d'impacts, etc. Il convient de réaliser ce travail pour chaque service numérique répondant à la même unité fonctionnelle.

Ici, plusieurs fiches du projet demandent si le service numérique a évalué ses impacts environnementaux (p. ex. 1.9, 1.10, 2.1, 2.3, 2.4), mais c'est inverser le processus: il ne s'agit pas de bonnes pratiques mais du préalable à l'écoconception. Toutes les réponses à ces questions devraient être "oui". Toute réponse négative devrait être rédhibitoire et entraîner la non-conformité de l'ensemble.

Il est techniquement possible de développer des outils pour simplifier ce travail d'ACV préalable : en modélisant les impacts d'un type de service, on évite à chaque organisation assujettie de devoir réaliser une ACV complète en interne pour chaque service à développer. La standardisation permet de faciliter le travail. C'est le choix fait par l'Etat pour implémenter l'article 13 de la loi AGECE dans le domaine du numérique (développement du PCR FAI). C'est aussi le travail effectué par le collectif Green IT qui, sur une base d'ACV, a développé l'EcoIndex, outil de mesure de la performance environnementale des sites web.¹

Ces travaux devraient être préalables et considérés comme prioritaires dans le RGESN.

➤ **Nous recommandons de:**

- **Remplacer les fiches portant sur l'évaluation d'impact, par une exigence préalable d'évaluation des impacts de type ACV, avec des renvois à des outils standard ou à développer.**
- **Intégrer dans le dispositif RGESN un score d'ACV, calculé selon la méthodologie normalisée européenne, permettant de comparer les scores d'ACV de services numériques identiques.**

2. Sur le volet opérationnel de l'écoconception, convertir l'actuel référentiel de moyens en référentiel de résultat

Seul un référentiel de résultat, centré sur la performance du produit ou service en cause peut permettre d'évaluer le niveau final d'écoconception / la performance environnementale de services numériques – comme le diagnostic de performance énergétique (DPE) pour les logements, l'étiquette énergétique pour les équipements ménagers, le Nutriscore dans l'alimentaire, etc. C'est la logique de l'ACV/PEF: mesurer une performance environnementale, que ce soit aux fins d'affichage, d'écoconception ou autre application.

Ici, nous constatons que:

- le projet ne s'attache pas seulement au service étudié (le résultat), mais comprend des bonnes pratiques qui s'attachent aux moyens mis en œuvre pour développer le service, notamment de nombreuses règles de gouvernance (p. ex. 1.1 utilité, 1.8 existence d'un référent écoconception; 1.11 revues régulières; 2.23 politique fournisseurs) ;
- ce n'est pas le contenu des mesures mises en place qui sont évaluées, mais leur seule existence (le mécanisme de questions à réponse binaire oui/non),
- les fiches ne prévoient pas de règle objective, spécifique et mesurable pour déterminer l'atteinte d'un critère,
- il est prévu que les critères puissent être validés "partiellement" (p. 6 du document), ce qui laisse une large marge d'interprétation et qui est antinomique avec la notion de référentiel de conformité.

Le projet n'est pas, au sens technique du terme, un référentiel. C'est un répertoire de bonnes pratiques présentées comme des règles de test. Le document est construit comme un référentiel de

¹ <https://www.ecoindex.fr/>

conformité et non comme un référentiel d'écoconception. Les "critères" ne sont pas des "bonnes pratiques d'écoconception", mais des questions qu'un auditeur doit poser pour évaluer la conformité, c'est-à-dire le respect (ou non) de la mise en œuvre d'une bonne pratique. Une bonne pratique d'écoconception est formulée avec un verbe d'action et elle guide le concepteur dans sa mise en œuvre. Par exemple "Limiter le nombre de requêtes HTTP".

Ce document n'est pas non plus un référentiel opposable car il manque :

- une taxonomie standard ;
- pour chaque fiche, une règle de test formel ;
- pour chaque fiche, un seuil de conformité quantifié.

Aucune règle de test formel et aucun seuil de conformité ne permet de répondre de façon objective, non ambiguë et homogène aux questions posées dans ce document.

➤ **Nous recommandons de:**

- **Réserver au volet opérationnel les bonnes pratiques portant sur l'écoconception en tant que telle, et déplacer les règles de gouvernance dans une partie distincte, soumise à des exigences de suivi plutôt que de performance;**
- **Assortir chaque bonne pratique opérationnelle d'une règle de test de mise en oeuvre objective, spécifique et mesurable visant à l'atteinte d'un résultat de performance environnementale.**

3. Insérer le RGESN dans le cadre métier existant

Le RGESN doit se rattacher au cadre existant relatif à l'écoconception en général, et à l'écoconception des services numériques en particulier. Ce RGESN est un document qui émane des pouvoirs publics, va donc entrer dans la doctrine et, même si à ce stade il relève du droit non contraignant, il pourrait devenir, à terme, contraignant. Il est donc important de l'insérer dans le cadre méthodologique et réglementaire actuel. Ce rattachement permettra en outre de structurer les travaux sur l'organisation et le contenu des fiches.

Le cadre de l'écoconception est principalement constitué à ce jour de:

- Volet réglementaire:
 - Le projet de règlement européen Ecoconception (destiné à remplacer la directive de 2009 citée dans le projet) indique que les exigences d'écoconception relèvent de la durabilité, la fiabilité, les réutilisabilité, l'amélioration, la réparabilité, la maintenance et le reconditionnement, la présence de substances nocives, l'efficacité en énergie et en ressources, le contenu recyclé, le remanufacturage et le recyclage, la récupération de matières, les impacts environnementaux, la production de déchets.² Si ce texte ne vise pas directement les services numériques, il donne le cadre de haut niveau en matière d'écoconception qu'il nous semblerait pertinent d'utiliser comme guide.
 - La réglementation française relative à l'affichage environnemental est directement liée à l'écoconception des produits et services (plus l'écoconception est avancée, plus le score est bon): article 2 de la loi Climat et résilience, article 13 de la loi AGECE notamment.

² Projet de règlement Ecoconception, 2002/0095(COD), publié le 30 mars 2022, article 5,1.

- Volet méthodologique:
 - les outils de référence en matière d'écoconception, notamment le standard IEC 62430 ;
 - les outils de référence en matière d'analyse du cycle de vie, notamment PEF et PCR de l'Union européenne basés sur le standard international ISO 14040;³
 - le référentiel international de "sustainable web design" du World Wide Web Consortium (W3C) de septembre 2023.⁴

S'agissant des initiatives dans l'écosystème français, Green IT propose depuis plus de 10 ans un référentiel qui a visiblement servi de base à ce projet de RGEN, sans qu'il soit toutefois cité ou crédité, à notre grande surprise.

Nous rappelons ici que **dès 2012, Green IT a édité le premier référentiel de bonnes pratiques pour l'écoconception web**. La 4e édition du **Référentiel d'écoconception web** est parue au printemps 2022, avec 115 bonnes pratiques. Il est aujourd'hui disponible en français, anglais et espagnol, en version papier et web sous licence Creative Commons, en accès libre, ouvert et gratuit sur le dépôt en ligne GitHub du "CNUMR",⁵ la communauté au sein du collectif Green IT qui le met à jour et l'enrichit. De telles initiatives enrichissent les communs numériques, et les pouvoirs publics ont tout intérêt à les valoriser, signe de la vitalité de ce sujet dans notre pays, et de l'expertise des parties prenantes.

Enfin, citons le livre blanc de l'action Greenconcept d'écoconception numérique de mars 2020, projet soutenu notamment par l'Ademe et la Région Occitanie, et auquel Green IT a contribué. Ce document présente vingt-huit services numériques écoconçus sur une durée de 3 ans , et dont le niveau d'écoconception a été quantifié et validé par analyse du cycle de vie.⁶

En l'état actuel, le projet soumis à consultation ne se focalise pas sur ce périmètre métier de l'écoconception et ne s'aligne pas à la littérature métier. Il mélange des bonnes pratiques qui relèvent de l'écoconception d'un service numérique, avec des bonnes pratiques qui relèvent d'autres domaines:

- gouvernance (par ex. 1.8 existence d'un référent écoconception; 1.11 revues régulières; 2.23 politique fournisseurs), dont certains sont particulièrement larges et flous (1.1 évaluation favorable en terme d'utilité: "justifier en quoi le service est utile, participe à l'intérêt général ou est en appui d'une politique publique": existe-t-il des services numériques qui ne rempliraient pas ce critère?);
- sécurité (par ex. 1.15 chiffrement);
- données personnelles (par ex. 1.12 minimisation de collecte de données personnelles);
- économie de l'attention (par ex. 4.18 contrôle notifications par l'utilisateur); etc.

Si des passerelles peuvent exister (par ex. 4.3 le défilement infini peut effectivement être problématique à la fois en terme environnemental et de captation de l'attention), la distinction devrait être faite et prise en compte dans l'évaluation. En outre, certains critères visent à permettre des paramétrages plus économes, laissés à la main de l'utilisateur: quid si les utilisateurs ne les mettent pas en œuvre? A notre sens, il conviendrait de prévoir des réglages par défaut.

³ <https://eplca.jrc.ec.europa.eu/EnvironmentalFootprint.html>

⁴ <https://www.w3.org/blog/2023/introducing-web-sustainability-guidelines/>

⁵ Collectif Conception Numérique Responsable, <https://github.com/cnumr/best-practices>

⁶ Livre blanc de l'action Greenconcept, mars 2020, <https://www.greenit.fr/2020/03/10/ecoconception-numerique-un-guide-de-45-bonnes-pratiques/>.

Nous nous demandons si certaines fiches ne pourraient pas présenter un risque de greenwashing: quid si l'atteinte de critères étrangers à l'écoconception, et potentiellement non appliqués en pratique (réglages utilisateurs), peuvent faire gagner des points dans la mesure de performance environnementale?

Par ailleurs, des ajustements devraient être effectués pour aligner ce référentiel avec le cadre juridique général applicable au numérique, par ex. :

- notion de “mises à jour essentielles” dans le document : quelle correspondance avec les MAJ de conformité en droit positif ?
 - nous saluons les durées de 7 ou 10 ans de support/maintenance prévues dans le document, mais il nous semble qu'elles devraient être expliquées au regard des durées applicables en droit positif.
- **Nous recommandons de:**
- **rapprocher les travaux du RGEN des cadres existants :**
 - du cadre juridique existant et en construction sur l'écoconception et l'affichage environnemental;
 - du cadre technique existant: IEC, ISO, W3C;
 - des initiatives de l'écosystème français comme Greenconcept;
 - citer les sources de ce projet, notamment le Référentiel d'écoconception web de Green IT et la définition d'un service numérique;
 - distinguer les règles qui sont étrangères à l'écoconception (protection des données, captation d'attention, gouvernance, etc.) et qui n'entrent pas dans une évaluation de performance environnementale d'un service au sens strict du terme.
- **Nous sommes disponibles et demandeurs d'un travail collectif de mise à jour du RGEN.**

A propos de Green IT

Le collectif Green IT est l'association qui fédère les experts à l'origine des démarches de sobriété numérique, numérique responsable, écoconception de service numérique et slow tech.

Depuis 2004, nous avons développé des outils ouverts que nous mettons gratuitement à la disposition de tous pour structurer la démarche de sobriété numérique. Ces « communs numériques » sont des méthodologies, des systèmes d'évaluation, des référentiels, des logiciels et d'autres outils.

Nous produisons des études de référence pour guider la société civile et les pouvoirs publics vers une meilleure compréhension des enjeux et des solutions pour réduire notre empreinte numérique.

Le collectif Green IT ne représente les intérêts d'aucune organisation professionnelle ou acteur économique ou politique. Pour renforcer cette indépendance, le collectif Green IT est structuré en association loi 1901 à but non lucratif volontairement non financée : l'ensemble de nos travaux reposent sur le bénévolat d'expert.e.s indépendant.e.s.